

**S**eulEs celles et ceux qui pensent que la lutte de classes est un long fleuve plus ou moins tranquille évoluant en ligne droite, sans hauts et bas peuvent remiser au rayon des parenthèses enchantées le mouvement du printemps. En oublier les promesses, ne pas en tirer les leçons, ne pas en travailler les potentialités et les questions ouvertes. Quand il faudrait aller chercher, sous le fatras de la campagne des présidentielles, où continue de couler le fleuve de la colère.

SeulEs ceux et celles qui nourrissent l'illusion que la trajectoire du capital peut être changée s'effraieront du succès du programme de Fillon auprès du public de la Manif pour tous, des chefs d'entreprise et autres habitantEs des beaux quartiers. Ou du remplacement de Hollande par Valls.

SeulEs ceux et celles qui continuent d'ignorer que l'antagonisme de classes est irréductible, que la guerre est déclarée et que le combat, moins que jamais ne se dénouera au sein de l'ordre existant peuvent paniquer et chercher dans les élections la solution la moins pire.

## CE QUI NOUS IMPORTE

Rien n'a changé fondamentalement depuis six mois. Les centaines de milliers de manifestantEs du printemps n'ont pas disparu, ni leur soif d'un autre monde et leur haine du présent et de ce qu'il nous promet pour demain. Comme n'avaient pas disparus, pendant le mouvement du printemps,

# PLUTÔT QUE LES ELECTIONS : FAISONS CHANTER NOS BÂTONS

NOUS NE COMMUNIONS PAS AVEC LES COMPLAINTES DE LA DÉSESPÉRANCE. NOUS LEUR PRÉFÉRONS LE CHANT DES BÂTONS.



les impératifs du capital, sa nécessité d'exploiter sans contrainte et d'atomiser sans limite, son besoin de frontières de plus en plus hautes. Sa haine des migrantEs qui nient

ces frontières et sa police qui les imposent.

Cela ne signifie pas que rien ne s'est passé qui nous importe ces derniers mois. Et ce qui nous importe c'est la

barbarie à Alep ou Mossoul, les destructions des campements de migrantEs à Calais et Stalingrad faites pour tuer tout espoir d'un véritable accueil, les camarades emprisonnéEs, l'assassinat d'Adama Traoré et l'acharnement du pouvoir contre sa famille qui ne se résigne pas.

Ce qui nous effraie n'est pas que ce pouvoir s'obstine à empirer la catastrophe de son monde. C'est dans sa nature et dans les coordonnées de la période. Non ce qui peut nous effrayer c'est de ne pas savoir encore la prévenir. Ce qui nous importe c'est de savoir construire ce qui la conjure.

Bref, tout ce qui nous importe est ce qui est absent de la campagne des présidentielles.

## LE CHANT DES BÂTONS

Ces derniers mois deux exemples, au moins, confirment pourtant en positif les

leçons du mouvement contre la loi travail et son monde. À Notre-Dame-des-Landes 40 000 manifestantEs ont afflué le 8 octobre pour faire chanter leurs bâtons. Bâtons du voyage, bâtons des bâtisseurs... et bâtons des soldatEs. Avec la promesse que si le pouvoir décide d'utiliser la force... ils et elles seront là.

Alors le pouvoir vacille et recule. Parce que le mouvement, lui, n'hésite pas. Il ne raisonne pas sur ce qui pourrait être compatible avec la logique du capital. Son refus est sans concession parce qu'il n'est basé que sur nos intérêts, ceux des paysans sur place, ceux de notre environnement.

Comme la lutte contre la loi El Komhri et son monde, la lutte contre le projet d'aéroport est une lutte bien plus générale contre toute la logique qui sous-tend ce projet. Et le refus se combine avec la recherche pratique de construction d'alternatives. Expériences qui ouvrent et renouvellent de nombreuses questions stratégiques dans la lutte anticapitaliste.

L'autre exemple est le procès des trois flics qui avaient blessé par des tirs au flash-ball six personnes (dont l'un a perdu un œil) à Montreuil en juillet 2009. Le comité du 8 juillet a fait de ce procès une campagne offensive contre la police et le flashball, « Gardiens de la paix ? Mon œil ! » faisant notamment intervenir comme témoins des représentantEs de familles de victimes des violences policières, des activistes solidaires des migrantEs à Calais, des sans-papiers de Montreuil et des victimes de l'état d'urgence. Cette stratégie offensive, collective et politique a payé. Même les avocats des flics ont dû critiquer le flash-ball et ont tenté de disculper leurs « clients » en mettant les responsabilités sur le dos... de leur hiérarchie.

Ces exemples éclairent d'un autre jour les défaites subies sur d'autres fronts et notamment la solidarité avec les migrantEs. Invoquer la faiblesse des rapports de forces est une excuse inacceptable. D'abord parce que, depuis des mois, la solidarité n'a cessé

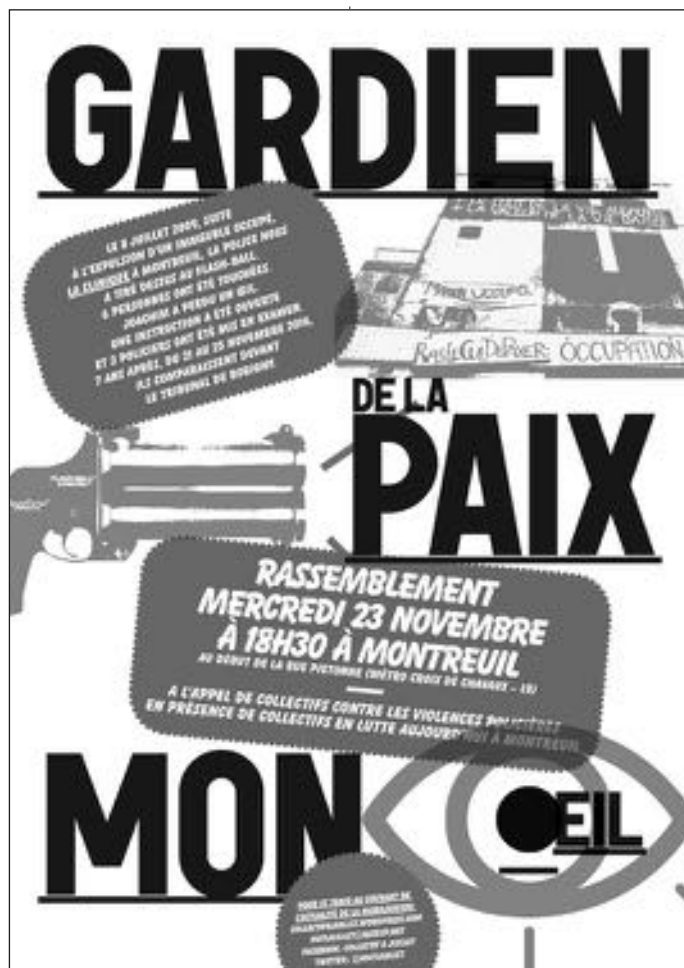
de s'exprimer de multiples manières. La dispersion des migrantEs dans des pseudo-centres d'hébergement s'est certes traduite par des rassemblements du Front national mais, systématiquement des contre-rassemblements se sont tenus plus importants jusque dans des villages. Ce qui est en jeu est plutôt la politique et la stratégie qui ont dominé ce mouvement de solidarité. Ne parlons même pas de l'absence de l'essentiel de la gauche dite radicale dans ce combat. Tant qu'elle justifiera les frontières et le refus de la liberté d'installation, elle n'aura rien à dire aux migrantEs et continuera d'offrir des boulevards au racisme et au renforcement de l'État policier. Mais tant que le mouvement de solidarité conjuguera l'accompagnement de la politique soit-disant d'hébergement des autorités avec un paternalisme envers les migrantEs, il ne fera que se désarmer face au pouvoir.

### NOTRE LÉGITIMITÉ CONTRE LEUR POUVOIR

Il y a 6 mois nous écrivions que la « trajectoire autonome du capital ne cessera d'entrer en confrontation directe avec notre classe. Qu'elle résiste de manière spontanée et/ou organisée ne changera rien de ce point de vue. »

Ces derniers mois n'ont fait que l'illustrer. Malgré les résistances, le pouvoir a continué son offensive antisociale, a continué de perfectionner sa machine à réprimer et expulser les migrantEs, à cajoler ses flics, à réprimer les activistes. Il a certes dû se débarrasser de ses représentants les plus crâmes, Sarkozy et Hollande. Le capital est plus conscient de la fragilité actuelle de l'illusion démocratique que la gauche radicale. Ce qu'illustrent les programmes de Fillon comme Valls, c'est la tendance du Capital à se débarrasser de tout ce qui ralentit sa soif de profits et son besoin de faire de l'État une efficace machine de guerre. Derrière Valls et Fillon c'est Marine Le Pen et le fascisme qui avancent.

Dans ces conditions, logiquement, se centrer sur cette



campagne de la part de la gauche radicale, n'entretient pas seulement la fiction démocratique. Elle entraîne à l'opposé de ce qu'il y a à construire. Il serait plus important de se mobiliser pour écouter le beau programme concocté pour nous (vraiment?) qu'organiser une campagne de lutte pour obtenir ce qui nous revient et préparer les confrontations, plus dures qui viennent.

Ce qu'il y a à construire, d'urgence au sein de notre classe ? L'autonomie de notre trajectoire et les moyens de se battre pour l'imposer.

C'est d'abord une bataille idéologique. Le droit fondamental est le droit à l'existence avec tout ce que cela comprend, santé, logement, environnement, culture, etc. C'est sur cette base que doivent se décider nos revendications et pas sur leur compatibilité avec les exigences du capital. Légitime est tout ce qui permet de défendre et/ou de gagner notre droit à l'existence. Contre la loi si elle s'y oppose, contre les forces de l'État qui s'interposent.

C'est surtout une bataille concrète. Car cela suppose, pour notre classe tout ce qui vise à reprendre collectivement le contrôle de l'espace, dans nos lieux de travail, nos quartiers, lieux de vie et lieux de circulation, nos lieux d'étude etc. Cet espace est, dans ce monde dominé par le Capital, indissociablement lieu de vie et lieu de lutte, de vie par la lutte, de lutte par la vie et pour la vie. Car cet espace doit être repris au Capital et à l'État.

Légitime, et nécessaire, est donc tout ce qui détruit le contrôle du capital et de l'État sur nos lieux de travail, de vie, de circulation, d'études, etc. Tout ce qui permet collectivement d'en prendre le contrôle.

### LES CONDITIONS DE NOTRE AUTONOMIE

Par où avancer, continuer ? Nous sommes bien sûr du côté de ceux et celles qui proclament que « 2017 n'aura pas lieu », de ceux et celles qui appellent à aller à l'abordage

des présidentielles. Plutôt que des professeurs sages qui veulent nous enseigner que « 2017 aura lieu », qu'il faut faire avec, etc.

Pourtant se focaliser sur le sabordage des élections c'est encore se concentrer sur le terrain de l'ennemi. À un moment où notre propre terrain existe peu. Pour saborder les élections il faut qu'existe un terrain qui dépossède ces élections de toute séduction, de toute illusion même la plus désespérée. C'est parce qu'existait la ZAD à Notre-Dame-des-Landes et le mouvement qui la soutient que ce mouvement a pu refuser toute légitimité au référendum organisé par le pouvoir. Mais si l'illusion démocratique est en train de se saborder elle-même elle attire encore comme une bouée beaucoup de ceux ou celles qui se noient... et ne rencontreront que la matraque du garde-frontière.

Ce sur quoi il faut se concentrer aujourd'hui c'est construire, dans les idées comme dans la pratique les conditions de l'autonomie de notre classe. Lieu après lieu, dans une boîte, autour d'un hôpital, d'une école ou d'un bureau de poste menacés, autour d'un campement ou d'un centre d'hébergement de migrantEs ou de Roms, en défense/construction d'un lieu occupé, construire nos formes d'organisation collective pour contrôler nos espaces et les défendre. C'est aussi la leçon de NDDL ou du comité du 8 juillet : ces mouvements ne se sont pas proclamés, ils se sont construits.

Et mettre en lien ces différentes formes d'organisation, ces différents fronts de lutte, les faire connaître, débattre sur la base de leurs expériences et des questions qu'elles soulèvent. Et les faire converger dans la lutte contre l'État et ses violences, dans la lutte contre le racisme pour une véritable solidarité de classe, dans le combat pour empêcher les fascistes de bénéficier de la situation.

Parce que le seul moyen que le pire (du capital) ne soit pas sûr, c'est de se battre pour le meilleur (pour nous). Faisons chanter nos bâtons : du voyageur, du bâtisseur et du soldat.

**DENIS GODARD**

# MIGRANT-E-S : LE PATERNALISME HUMANITAIRE CONTRE L'AUTO- ORGANISATION

LES DESTRUCTIONS DU BIDONVILLE DE CALAIS ET DES CAMPEMENTS DE STALINGRAD POSENT UNE NOUVELLE FOIS AUX RÉVOLUTIONNAIRES LA QUESTION DE LEUR INTERVENTION DANS LE MOUVEMENT DE SOUTIEN AUX MIGRANT-E-S.

**L**es destructions du bidonville de Calais et des campements de Stalingrad, présentées par l'État et ses organisations affidées comme des « mises à l'abri humanitaires », posent une nouvelle fois aux révolutionnaires la question de leur intervention dans le mouvement de soutien aux migrantEs, qu'ils soient en « transit » pour rejoindre un autre pays, ou pour obtenir des papiers leur permettant de s'installer durablement dans « notre » pays.

## CALAIS : DÉTRUIRE UNE ZONE D'HABITATION ET D'ORGANISATION AUTONOME

Soumise à une grande mise en scène gouvernementale, la destruction de la « jungle » de Calais voulait, et veut encore faire croire, à une grande opération humanitaire de mise à l'abri des migrantEs. Soudainement sensibles aux valeurs de solidarité et d'asile, les autorités, qui depuis des années refusaient à satisfaire au plus grand nombre l'accès au droit d'asile, et à un abri décent trouvaient en quelques semaines près de 7 000 places dans 450 centres d'accueil et d'orientation (CAO) répartis



sur l'ensemble du territoire. Cette opération de diversion/dispersion ne répond aucunement à la revendication quasi unanime des habitantEs du bidonville : le droit d'émigrer au Royaume-Uni, et dans l'attente de cette possibilité, de s'installer plus ou moins longtemps en France. C'est le sens qu'avait pris la manifestation du 23 janvier où plusieurs milliers de migrantEs, toutes nationalités confondues refusaient de se disperser place d'Armes pour rejoindre le port de Calais aux cris de « UK... UK! » Quelques-uns parvenant même à investir le ferry boat Spirit of Britain.

Largement médiatisée, cette manifestation permettait de donner une crédibilité à trois

revendications portées par le mouvement antiraciste au niveau international : l'ouverture des frontières, le droit de circulation et le droit d'installation. Celles-ci étaient et demeurent les seules réponses permettant d'interrompre les traversées mortelles en Méditerranée devenue un cimetière humain. Celles-ci étaient et demeurent la seule alternative à la multiplication des hot spots, partout en Europe, véritables camps de concentration et d'exclusion. Incapables de définir une politique commune sur la question des réfugiéEs et des migrantEs, les dirigeants européens délèguent la gestion des flux migratoires à la Grèce et à la dictature d'Ankara. Pire,



des accords d'expulsion ont été signés, et commencent à être mis en application avec l'Afghanistan, et le Soudan... On est loin, très loin, des discours lénifiants de l'ensemble de la classe politique institutionnelle qui tente de nous vendre au rabais ses « valeurs de la République » et son humanisme à deux balles !

#### **L'INVISIBILISATION/DISPERSION : UNE ARME DE GUERRE CONTRE LES MIGRANT-E-S**

Pour l'État, la gauche institutionnelle, la droite et l'extrême droite, il fallait en finir avec la « jungle » de Calais et les campements parisiens. Leur seule existence et persistance à vouloir exister leurs sont insupportables, tant ils mettent en lumière l'impasse politique dans laquelle ils se trouvent dans la gestion des flux migratoires et l'incapacité de se projeter dans le futur. Incapables de mener une politique autre que la surenchère guerrière au Moyen-Orient et en Afrique, incapables d'anticiper les conséquences du réchauffement climatique et des exodes massifs de populations que ce dernier entraînera, Valls et Cazeneuve n'ont d'autre voie que celle de la répression. Contrairement à ce que racontent les autorités et

leurs journalistes laudateurs, nous pouvons témoigner que le démantèlement « humanitaire de la jungle » fût d'une rare violence. Comment en aurait-il d'ailleurs pu être autrement ? Comment peut-on prétendre raser une ville de 10 000 habitantEs, en quatre jours sans détruire des vies, des espoirs, des liens fraternels ?...Il fallait avant tout faire payer les migrantEs pour avoir défié l'État pendant des années, pour s'être organisés, avoir vécu, toutes communautés confondues (avec toutes les difficultés que cela entraîne), dans une zone libérée, autogérée, avec ses propres « lois », ses solidarités...Intolérable ! Il fallait en finir !

#### **LE SALE JEU DE CERTAINES ORGANISATIONS « HUMANITAIRES »**

Soyons clairs, la plupart des associations humanitaires intervenant sur la « jungle » ont docilement participé au démantèlement, acceptant de donner aux flics la liste de leurs intervenants qui seraient accrédités pour pouvoir assister et participer à l'opération. Chargés de diffuser la propagande gouvernementale et préfectorale, rassurant les uns, menaçant les autres, ils contribuent, aveugles aux drames

qui se nouaient, à ce que « tout se passe bien », passant par pertes et profits le désarroi de milliers d'êtres humains traités comme du bétail, incapables de faire des choix de destinations improbables, incapables d'interrompre le tri indécemment des flics français et anglais chargés d'identifier au faciès les mineurs. Entassés dans des sordides containers pour les plus chanceux, errant dans les parcs de Calais, reformant des campements de fortune dissimulés pour les autres, des centaines d'enfants furent ainsi laissés à l'abandon dans ce sordide démantèlement humanitaire.

#### **CHOISIR SON CAMP, DÉVELOPPER LA SOLIDARITÉ LA PLUS LARGE, FAVORISER L'AUTO-ORGANISATION DES LUTTES DES MIGRANT-E-S**

Des luttes des sans-papiers à l'arrivée plus récente de dizaines de milliers de migrantEs, la « gauche » française et la plus grande partie du mouvement humanitaire ne sont jamais parvenus à se départir d'un paternalisme post-colonial insupportable. Objets d'une dévotion quasi religieuse par certains, petits soldats de stratégies élaborées ailleurs par d'autres, la question de l'auto-organisation

des sans-papiers et migrantEs est essentielle. En constituant des collectifs indépendants et autonomes, les sans-papiers – travailleurs ou non – ont depuis longtemps combattu ces dérives du mouvement ouvrier. Le rôle des révolutionnaires est essentiel pour créer les conditions afin qu'émergent des structures autonomes identiques chez les réfugiéEs et migrantEs. Telle est et sera notre intervention.

Pour autant, nous ne saurions ignorer la nécessaire articulation de cette construction d'un outil autonome permanent, avec l'urgence de développer un mouvement antiraciste et antifasciste massif. C'est ainsi qu'il nous paraît vital d'organiser, ou d'impulser la création de collectifs de soutien aux migrantEs partout ou les racistes et l'extrême droite pointent leurs nez. Partout où le FHaine a tenté d'organiser des rassemblements ou des manifestations anti-migrantEs, il s'est jusqu'à présent trouvé en échec. S'en satisfaire serait dangereux et il nous paraît urgent d'organiser des échéances nationale permettant de mettre au travail les collectifs de soutien en construction. Le week-end international du 18-19 mars est une opportunité dont il faut nous saisir.

**ALAIN POJOLAT**

# « TOUT LE MONDE DÉTESTE LA POLICE ! »

EN OCTOBRE, DES POLICIERS ARMÉS ET CAGOULÉS DÉFILAIENT SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES, SUITE À L'ATTAQUE DE DEUX VOITURES DE POLICE AU COCKTAIL MOLOTOV À VIRY-CHÂTILLON.

**L**e Monde du 19 octobre relatait l'appel aux manifestations sauvages se diffusant par SMS: « Bonjour, pour info un message des collègues du 91... Bonjour collègues. Suite à un énième événement tragique à Viry-Châtillon le 8 octobre, l'actualité nous rappelle une fois de plus que nous sommes des cibles. Face à une hiérarchie carriériste, des élites syndicales enlisées dans leurs conflits, une justice complètement désintéressée par notre sort nous devons nous souder. Entre bleus. »

La crise vécue par les forces de police survenue en plein État d'urgence a posé nombre de questions. Une frange de la police peut-elle être progressiste? L'État d'urgence et l'austérité vécus y compris dans les services de polices amènent-ils à la formulation de revendications progressistes proclamées non pas par les syndicats mais par les fonctionnaires eux-mêmes?

L'accentuation des violences policières, le meurtre d'Adama Traoré et l'incarcération de ses frères ne seraient que le résultat d'une politique sécuritaire voulue par le gouvernement et le Parlement.

Nous prendrons ici le parti d'affirmer que la police est structurellement raciste et répressive et que cela se traduit par une idéologie particulièrement réactionnaire lors des mouvements policiers.

## L'ORIGINE DE LA POLICE

La police est une institution étatique qui vise à maintenir les privilèges de la classe



dominante. La société est divisée en classes aux intérêts contradictoires. Pour surmonter ces contradictions, la classe dirigeante a été amenée à mettre en place un appareil d'État. Ainsi, l'armée vise à protéger le territoire national et à l'étendre, la justice réprime toute atteinte à la propriété privée et cherche à en dissuader. La police, selon Engels, « est nécessaire, parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes... Cette force

publique existe dans chaque État; elle ne se compose pas seulement d'hommes armés mais aussi d'annexes matérielles, de prisons et d'établissements pénitentiaires de toutes sortes qu'ignorait la société gentile. »

Avec le développement du capitalisme l'appareil d'État s'est transformé. Il serait aujourd'hui faux de limiter l'État à la seule utilisation de la force. Pour justifier leur place dans la société, les capitalistes sont amenés à mettre en place un appareil

idéologique de légitimation par le biais de l'éducation et des médias notamment. Toutefois, le cœur de l'appareil d'État reste organisé autour des services répressifs, les services de renseignement, les forces de l'ordre, l'armée, la justice... Ces corporations se différencient des autres fonctionnaires: idéologiquement et matériellement elles sont liées aux intérêts des classes dominantes et leur restent fidèles. Dans une période de crise aiguë, selon Gramsci, « si la classe dominante a perdu le consentement, c'est-à-dire si elle n'est plus dirigeante, mais uniquement dominante, et seulement détentrice d'une pure force de coercition », les forces de répression deviennent le dernier rempart au renversement de la classe possédante. Ainsi l'état d'urgence ne se résume pas à la suppression d'une série de libertés individuelles et collectives. Il s'est révélé être l'un des derniers outils des classes dominantes pour assurer leur domination.

## RADICALISATION POLICIÈRE

Si la plupart des services publics ont été contraints d'appliquer des politiques sécuritaires et discriminantes, comme l'éducation durant la séquence post Charlie, la police a revêtu un rôle particulier. Elle s'est, principalement, attaquée à toute entité sociale cherchant à remettre en cause l'ordre établi. Les perquisitions qui ont suivi les attentats ont visé tant des personnes réprimées pour ce qu'elles sont, assimilées comme musulmanes, que pour ce qu'elles font, du



militantisme syndical ou écologique. Les ennemis intérieurs durant cette séquence étaient les personnes que le racisme a désigné comme sujets de l'ennemi extérieur, Daesh, tout comme les militants qui refusaient l'unité nationale. La loi travail et les séquences de Nuit debout, les grèves et les manifestations sauvages ont été un sacré doigt d'honneur à l'état d'urgence. La haine envers la police a traduit au sein d'une partie du mouvement une radicalisation non seulement contre une loi répondant à une logique économique mais contre le système capitaliste lui-même. Cette colère envers la police, les tentatives de convergence entre les luttes contre la répression syndicale et la violence subie par les jeunes des quartiers populaires ont eu un impact dans l'idéologie des policiers. Lors de la période qui a précédé les manifs de flics, leurs réseaux sociaux, et leurs forums sont autant de sources permettant de démontrer une radicalisation des forces de l'ordre contre ce qu'ils appellent les islamo-syndicalistes de la CGT.

En réalité, plus que l'intensification de la charge de travail liée à l'état d'urgence et l'austérité, il s'agit d'une radicalisation idéologique qui a été le

terreau de la mobilisation des policiers. Dans cette période, les votes des policiers pour le FN en France ou les liens directs entre la police grecque et Aube dorée, ne sont pas le fruit du hasard. Le racisme de la police et les assassinats de jeunes racisés sont loin d'être des actes isolés, ou des bavures accidentelles. Ce sont les conséquences du racisme comme idéologie structurant le travail de la police.

Dès le régime de Vichy ce phénomène est observable. Alors que les classes dirigeantes donnent les pleins pouvoirs à Pétain, des fonctionnaires refuseront de servir l'État collaborationniste. Mais la police ne connaîtra quasiment aucune démission.

#### UNE POLICE ENDOCOLONIALE

Selon Mathieu Rigouste la police actuelle est une police raciste car endocoloniale.

L'un des actes fondateurs de cette police endocoloniale est la répression féroce qui s'abat sur les travailleurs algériens le 17 octobre 1961. Pour lutter contre l'influence et l'implantation du FLN parmi les travailleurs algériens en France, une série de mesures répressives et racistes sont mises en

place. L'une d'elle instaure un couvre-feu en région parisienne. À partir de 22 heures, aucun Algérien ne peut être dans les rues. Pour protester contre cette mesure, le FLN organise un défilé pacifique de plusieurs dizaines de milliers de personnes le 17 octobre 1961. La répression s'abat sur la manifestation et plus de 300 Algériens sont tués, beaucoup sont noyés dans la Seine. Des milliers de manifestants seront tabassés, au faciès. Belkaïd Mohammed, qui manifestait avec des habitants de son quartier, selon la restitution qu'en fait Jean-Luc Einaudi, raconte : « Ils descendent à gare de l'Est, des policiers sont présents mais leur laissent la voie libre pour aller prendre le métro. Sortant à Opéra, ils découvrent de nombreux cars de police. Répondant à un policier, il indique qu'il va manifester, le policier l'attrape, le pousse vers le car au moment de monter, un coup de crosse à la tête le fait chuter. Le car de police est le lieu d'un véritable lynchage des Algériens avec qui il est transféré, blessé à la tête et perdant connaissance, il se réveillera sous la pluie. »

Ces actes abjects sont le résultat, là aussi, d'une profonde radicalisation dans les rangs de la police, décrite

par Gérard Monate, alors secrétaire général adjoint du Syndicat Général de la Police (SGP) : les policiers ont acquis le sentiment d'être abandonnés par la justice et le pouvoir politique. L'idée de régler ses comptes soi-même s'inscrit dans les esprits et allait conduire à des dérives dramatiques, d'autant que la hiérarchie grande et moins grande ne faisait rien pour calmer ce climat, bien au contraire. Dès lors tout Algérien devenait un ennemi potentiel et devait subir la rigueur de la police. On vit alors s'installer et s'amplifier :

- le racket : tout argent trouvé sur un Algérien était « confisqué » ;
- le matraquage dans toutes les interpellations ;
- les « comités d'accueil » : lors des rafles les Algériens interpellés devaient rentrer dans les locaux de police entre deux haies d'agents qui les matraquaient.

Les policiers ne sont donc en rien des travailleurs comme les autres. Leurs organisations ne seront jamais du côté de l'intérêt révolutionnaire ni même progressiste du prolétariat. De proximité, fédérale ou d'État, détestons la police.

**GAËL BRAIBANT ET PIERRE STEINER**

# FACE AU RACISME, AUX VIOLENCES POLICIERES ET À LA MONTÉE DU FN, C'EST DANS LA RUE QUE ÇA SE PASSE !

LE DÉCOR « OFFICIEL » DES PROCHAINS MOIS EST PLANTÉ : LE FATRAS MÉDIATIQUE DES PRIMAIRES DE GAUCHE COMME DE DROITE ANNONCE LA TENEUR DE LA « VRAIE » CAMPAGNE.

Ces petits combats de chefs, comme toute la politique bourgeoise européenne, restent dominés *in fine* par la crise du capital qui d'un côté plombe leur crédibilité et de l'autre réclame de l'oxygène, il faut lâcher les brides de l'exploitation ! Les programmes se résument donc à du calibrage : combien de coupes budgétaires ? Combien de dérégulation du travail ? Avec, évidemment, l'état d'urgence incontesté et le soutien à la police qui réclame plus de moyens répressifs pour faire le sale boulot dans les quartiers populaires et contre les activistes. Le Front national monte dans les sondages ? Allons chasser sur ses terres ! Les migrantEs, les musulmans et surtout les musulmanes sont les boucs émissaires d'une classe dirigeante en mal de légitimité ; mais le FN, afin de vomir sa haine, doit d'abord se nourrir de tout ce qu'il y a de plus pourri dans l'idéologie bourgeoise. La boucle est bouclée.

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE N'EST QU'UN ÉPISODE DANS CE CERCLE VICIEUX

Mais le champ politique n'est pas uniforme. À la valse de réaction par en haut répondent des dissonances par en bas ; calomnié, attaqué et réprimé, le mouvement contre la loi travail a rassemblé des centaines de milliers de grévistes et manifestantEs



autour de demandes radicales. Le mouvement réclamant la vérité et la justice pour Adama Traoré, assassiné par les gendarmes, est un signe – en faut-il encore ? – du ras-le-bol des quartiers populaires face aux exactions de la police raciste qui humilie et tue en toute impunité. Il s'agit là de germes de révolte, et l'État ne s'y trompe pas en emprisonnant les frères d'Adama,

des jeunes des quartiers, des activistes du mouvement.

La résistance, fragmentée, s'organise néanmoins : dans les ZAD, dans les associations de quartier qui mobilisent localement des centaines de personnes contre l'islamophobie, le racisme et les violences policières. Les migrantEs de Calais ont été disperséEs après l'attaque des CRS contre leur camp. Lorsque le Front

National a tenté de mobiliser localement contre l'accueil de migrants, il a trouvé face à lui des manifestantEs plus nombreux-ses.

## LE FN EST UN PARTI FASCISTE, IL FAUT LE STOPPER !

Le Front national n'est pas un « simple » parti raciste d'extrême droite. Derrière les racistes se cachent les fachos. C'est à leurs semblables que les classes dirigeantes ont historiquement fait appel lorsque les institutions bourgeoises traditionnelles, du Parlement à la police, ne suffisaient plus pour assurer leur hégémonie et le contrôle de la société. Les fascistes se voient confier les clés du pouvoir après avoir prouvé à la bourgeoisie leur capacité à confronter et briser par la force toute contestation dans la rue.

La bourgeoisie française et le FN n'en sont pas encore là, mais la montée de ce dernier dans un contexte de crise économique et hégémonique ne fait que renforcer cette possibilité historique. Les élections ne suffisent pas pour instaurer le pouvoir des fascistes mais elles renforcent leur légitimité auprès des classes dirigeantes et, surtout, leur permettent de s'implanter et de s'organiser dans tous les coins du pays. Une défaite aux élections face à un candidat du « moindre mal » ne serait que partie remise tant la bourgeoisie s'obstine à reproduire les conditions de la montée du Front national.

Quoi qu'il arrive d'ici mai et au-delà, le sort du Front national et du fascisme en France se décidera dans la rue.

Il ne suffit pas de rejeter ses idées réactionnaires, il va falloir s'organiser contre le FN, contre le racisme, l'islamophobie qui le nourrissent et contre la violence policière.

**LA CONVERGENCE DES LUTTES NE PEUT ÊTRE DÉCRÉTÉE, LA MONTÉE DU RACISME ET DE L'EXTRÊME DROITE N'EST PAS UNE FATALITÉ**

Mais le sort des deux se décide dans le feu de la lutte. La Grande-Bretagne du Brexit a vu les actes racistes se multiplier, mais l'UKIP (Parti pour

l'indépendance du Royaume-Uni) est en pleine crise existentielle et les groupuscules nazis se font refouler dans la rue par un mouvement antifasciste qui les empêche de s'organiser. Un front uni grandissant, Stand Up To Racism, mobilise un large éventail d'activistes de gauche, de syndicalistes, de racisés et notamment de musulmanEs pour organiser des meetings et des manifestations antiracistes et pro-migrants. En Grèce, le front uni Keerfa affronte les nazis d'Aube dorée depuis des années et parvient à lui infliger de sérieux revers et se mobilise auprès des migrantEs. En Autriche, la mobilisation de milliers de personnes dans un mouvement « F\*ck Hofer » a contribué à la défaite du candidat fasciste aux présidentielles.

Tous ces groupes appellent à des manifestations autour de la journée internationale contre le racisme, le week-end du 18-19 mars 2017. Cette journée est une opportunité pour mobiliser, en France, une manifestation contre le racisme, l'islamophobie, les violences policières et le Front national. Elle permettrait de commencer concrètement la véritable convergence des luttes entre toutEs celles et ceux que l'État raciste opprime, violente et marginalise.



**ΠΑΝΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΜΕΡΑ ΔΡΑΣΗΣ 19/3**

ΛΟΝΔΙΝΟ | ΓΛΑΣΚΩΒΗ | ΚΑΡΝΤΙΦ | ΑΜΣΤΕΡΝΤΑΜ | ΒΙΕΝΝΗ  
 ΚΟΠΕΓΧΑΓΗ | ΔΟΥΒΛΙΝΟ | ΒΑΡΣΟΒΙΑ | ΒΑΡΚΕΛΩΝΗ | ΠΑΡΙΣΙ  
 ΖΥΡΙΧΗ | ΛΟΖΑΝΗ | ΛΕΥΚΩΣΙΑ | ΤΟΥΡΚΙΑ σε διάλειμμα «Μίλητος» στους Κόρινθους για το Νέο Πεδίο

■ ΠΡΟΣΦΥΓΕΣ ΚΑΛΟΔΕΧΟΜΕΝΟΙ  
 ■ ΕΞΩ ΤΟ ΝΑΤΟ ΚΑΙ Η FRONTEX  
 ■ ΟΧΙ ΣΤΡΑΤΟΠΕΔΑ ΣΥΓΚΕΝΤΡΩΣΗΣ ΣΤΗ ΦΥΛΑΚΗ ΟΙ ΦΑΣΙΣΤΕΣ

**ΔΙΑΔΗΛΩΝΟΥΜΕ!**

**ΑΘΗΝΑ**  
 ΟΜΟΝΟΙΑ 3ΗΜ  
**ΓΙΑΝΝΕΝΑ**  
 ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑ, 1ΗΜ  
**ΞΑΝΘΗ**  
 ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΠΛΑΤΕΙΑ, 12ΜΕΣ  
**ΒΟΛΟΣ**  
 ΠΛ. ΑΓ. ΝΙΚΟΛΑΟΥ, 12ΜΕΣ

**ΒΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ**  
 ΑΓΑΛΜΑ ΒΕΝΙΖΕΛΟΥ 12 ΜΕΣ  
**ΠΑΤΡΑ**  
 ΠΛΑΤΕΙΑ ΓΕΩΡΓΙΟΥ, 1ΗΜ  
**ΧΑΝΙΑ**  
 ΠΛΑΤΕΙΑ ΑΓΟΡΑΣ, 12ΜΕΣ  
**ΜΥΤΙΛΗΝΗ**  
 ΠΛΑΤΕΙΑ ΣΑΠΦΟΥΣ, 12ΜΕΣ

ΕΥΝΑΙΚΑΤΑ, ΦΟΙΤΗΤΙΚΟΙ ΣΥΛΛΟΓΟΙ ΚΟΙΝΟΤΗΤΕΣ ΜΕΤΑΝΑΣΤΩΝ ΣΥΛΛΟΓΙΚΟΤΗΤΕΣ **ΚΕΕΡΦΑ** ΕΠΙΧΕΙΡΗΣΗ ΕΝΩΣΗ - ΠΑΤΡΙΣΜΟΣ - ΤΡΑΖΕΚΙ ΑΝΤΙΣΤΑΣΗ

Associations et militantEs de quartier, groupes de soutien aux migrantEs, mosquées, militantEs de gauche, groupes antifascistes, syndicalistes... la mobilisation doit

être large pour crier haut et fort, ouvrez les frontières, non au racisme, non au fascisme et à Le Pen !

**JAD**

Contactez-nous si vous voulez diffuser ce bulletin, venir à notre prochaine réunion, envoyer vos idées/expériences et/ou « faire tendance » avec nous:

**AUTONOMIE2CLASSE@GMAIL.COM**